

## RNHC : Quelles stratégies Ã mettre en place pour 2012 ?

Contributed by Administrator  
Wednesday, 21 March 2012  
Last Updated Wednesday, 21 March 2012

Le 16 fÃ©vrier 2012, au siÃ©ge du SEN du RNHC Ã YaoundÃ©, le secrÃ©taire permanent du RÃ©seau et les reprÃ©sentants Plateformes partenaires (DESC, Habitat, Alliance pour le Budget Participatif, etc.) ont Ã©changÃ© sur les stratÃ©gies Ã mettre en place pour cette nouvelle annÃ©e lors dâ€™une rÃ©union dite de coordination des activitÃ©s du SecrÃ©tariat ExÃ©cutif National (SEN) avec ces RÃ©seaux.

Au cours des dÃ©bats, Ã la lecture du cadre logique du plan dâ€™action annuel 2012 Ã©tabli en janvier dernier, lâ€™on sâ€™est rendu compte que ce document avait pratiquement les mÃªmes activitÃ©s que celles des Plateformes partenaires (DESC, Alliance pour le Budget Participatif), en dehors, bien sÃ»r des actions proposÃ©es au niveau des fonctions transversales du RÃ©seau (entre autres : communication, plaidoyer/ lobbying, renforcement des capacitÃ©s, capitalisation et Ã©tudes). Il est important de savoir prÃ©alablement quel rÃ´le jouera rÃ©ellement le RNHC et quelles stratÃ©gies Ã mettre en place pour convaincre certains partenaires financiers et techniques comme le PASC ou le MINH DU de soutenir son plan dâ€™action 2012 ?

A la fin de la sÃ©ance de travail, une fiche synthÃ©tique des actions possibles Ã mettre en Ã©uvre a Ã©tÃ© proposÃ©e. Celle-ci sera finalisÃ©e Ã la fin de ce mois et servira de cahier de bord lors des rencontres avec les bailleurs de fonds. Pour un partenaire comme le PASC, qui est en dÃ©marrage, 3 axes de ce programme en cohÃ©rence avec les axes stratÃ©giques du RNHC ont Ã©tÃ© retenus. Il y a, par exemple, lâ€™appui aux initiatives de gouvernance et de partenariat public-privÃ© promu par les OSC (tant sur le plan national que sur le plan rÃ©gional et local) visant Ã amÃ©liorer lâ€™implication des OSC dans la chaÃªne de politiques publiques, le renforcement des capacitÃ©s organisationnelles, techniques et institutionnelles des acteurs non Ã©tatiques et enfin lâ€™axe information, communication, Ã©changes, capitalisation et dialogue des secteurs public/privÃ©.